

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
Division de Bar-le-Duc

Bar-le-Duc, le 19 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09 décembre 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC PLASTIQUES

ZI de Chicago

Rue de l'Avenir

55100 VERDUN

Références : EK/423-2022

Code AIOT : 0006204822

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2022 dans l'établissement PAPREC PLASTIQUES implanté ZI de Chicago Rue de l'Avenir 55100 VERDUN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC PLASTIQUES
- ZI de Chicago Rue de l'Avenir 55100 VERDUN
- Code AIOT : 0006204822
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Paprec Plastiques 55 est une entreprise spécialisée dans le recyclage des polyoléfines et des styréniques. Le site de Paprec à Verdun est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n°2020-2246 du 21 octobre 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Organisation et aménagement des stockages	AP de Mise en Demeure du 21/04/2022, article 1	/	Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la proposition d'astreinte administrative du 20 octobre 2022 pour le non respect de l'arrêté de mise en demeure n°2022-626 du 21 avril 2022, la société Paprec a porté à la connaissance de Madame le Prefet de la Meuse ses observations. Lors de la visite du 09 décembre 2022, l'inspection constate toujours le non respect de l'arrêté de mise en demeure n°2022-626 du 21 avril 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation et aménagement des stockages

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société PAPREC PLASTIQUE, dont le siège social est situé 7 rue du Docteur Lancereaux à Paris (75008), est mise en demeure, pour l'exploitation de son centre de transit, tri et traitement de déchets plastiques à recycler sur le territoire de la commune de Verdun, de respecter les prescriptions des articles suivants de l'arrêté préfectoral n°2020-2246 du 21 octobre 2020 : [...] 3) en ce qu'elle imposent que l'organisation et l'aménagement des stockages respectent les prescriptions fixées à cet article 8.2.2 : [...] - dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, concernant le respect de l'implantation des stockages (au minimum suppression du stockage extérieur en benne de l'îlot 14 et passage libre d'au moins 2 mètres de large réservé latéralement autour de chaque îlot de stockage), - dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, concernant la matérialisation physique au niveau du sol du positionnement des stockages conformément au plan de stockage.
Constats : Par courrier en date du 07 novembre 2022 (reçu le 08 novembre 2022) l'exploitant formule ses remarques dans le cadre de la procédure du contradictoire suite à la proposition d'astreinte du 20 octobre 2022. Dans son courrier, l'exploitant dit avoir évacué des matières plastiques afin de pouvoir respecter l'implantation des stockages autorisés et en particulier que l'îlot 14 respecte les limites de l'emplacement qu'il a prévu et présenté dans le plan contenu dans le dossier transmis par mail du 30 juin 2022. Il précise également avoir matérialisé les contours des îlots de stockage. L'inspection constate le jour de la visite : - que le stockage au niveau l'îlot 14 respecte les limites de l'emplacement prévu et présenté dans le plan contenu dans le dossier transmis par l'exploitant par mail du 30 juin 2022 en appui de la modélisation des flux thermique ; - qu'une partie seulement des matières plastiques stockées hors des zones prévues a été évacué ; - que le marquage au sol n'est qu'en partie réalisé. L'inspection conclut de cette visite que les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 avril 2022 ne sont toujours pas respectées, concernant : <ul style="list-style-type: none">• le marquage au sol des aires de stockages,• le respect des zones de stockages. Par conséquent, l'inspection propose à Madame le Prefet de la Meuse de rendre la société Paprec située à Verdun, redevable d'une astreinte administrative. Une partie des travaux étant toutefois réalisée, l'inspection propose de diminuer le montant de l'astreinte à 50 euros par jour (initialement proposé à 100 euros par jour).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

